IMPOSSIBLE NEUTRALITÉ

En France et dans le monde entier, les sécheresses, les incendies et les catastrophes naturelles ont rythmé un été marqué par la violence et l'inquiétude. À moins de refuser d'écouter les scientifiques, les causes, les conséquences et les évolutions du dérèglement climatique sont désormais bien connues. L'exploitation du vivant par une économie globale en surchauffe met en danger les sociétés, plaçant les gouvernements devant une impasse : comment continuer d'accompagner, voire d'accélérer, l'exploitation du monde, tout en protégeant les populations de ses effets ? Devant la gravité des phénomènes, et plutôt que d'engager une réflexion sur les modes de production et de consommation qui en sont la cause, nombre de responsables politiques de droite ou d'extrême droite n'en préfèrent pas moins dénoncer les militants du climat comme de dangereux fanatiques, et l'écologie comme une forme d'idéologie décrochée du réel.

Dans un débat public structuré par des termes imposés, prêtant d'autant plus à controverse qu'on en ignore le plus souvent la signification exacte et les implications réelles, le terme « militant » est d'ailleurs en passe de devenir une insulte, et l'engagement pour une cause serait en soi suspect. Alors que le *statu quo* semble toujours moins tenable, le débat est désormais plein de ces mots fourre-tout dénués de véritable contenu ou de sens, qui suffiraient à disqualifier les positions de ceux qu'on en affuble. À la « neutralité » et la « nuance », seules options reconnues comme raisonnables, répond désormais l'épouvantail de la

« radicalité » et de l'« extrémisme » – chaque adversaire devenant vite le radical ou l'extrémiste de l'autre. Or la raison ne se trouve pas toujours où l'on croit et les « radicaux » ou les « extrêmes » ne sont pas toujours ceux qui se revendiquent ou sont désignés tels.

De la neutralité à la neutralisation, il n'y a qu'un pas. Exiger une neutralité du jugement sur des sujets où elle est impossible constitue un excellent moyen de neutraliser les voix minoritaires et la diversité des expériences. Prôner la modération devant des phénomènes suscitant colère, inquiétude ou révolte comporte un risque : celui de neutraliser le débat, d'empêcher l'affrontement des idées et de réduire le champ des possibles à des positions médianes ou consensuelles ; mais aussi celui de faire du « neutre » un nouveau dogme. Si nous souhaitons maintenir une exigence démocratique, c'est-à-dire celle d'un espace pluraliste, notre époque est peut-être celle de l'impossible neutralité.

De la neutralité à la neutralisation, il n'y a qu'un pas.

Refuser la neutralité ne signifie pas pour autant abandonner distance et esprit critique, ni foncer tête baissée. C'est précisément l'inverse : c'est continuer d'examiner toutes les positions, y compris celles qui se présentent comme « les plus raisonnables », afin de savoir laquelle adopter – ou, mieux, laquelle imaginer. Quand Roland Barthes théorise le Neutre (on peut désormais lire son cours, publié en 2023 par les éditions du Seuil), il n'en fait pas une demi-position ou un consensus mou. Le neutre est au contraire le point à partir duquel élaborer une pensée si critique qu'elle refuse de fixer le sens et les identités. C'est précisément parce qu'il refuse les autorités établies que le neutre ne peut devenir un dogme. À une neutralité fourre-tout, on préférera cette position en déséquilibre, intermédiaire, toujours en mouvement.

Après un tel été, on peut espérer que les moyens de lutter contre le réchauffement climatique deviendront un sujet central dans l'année électorale qui s'ouvre en France, et que le débat s'engagera au fond, sur les idées et les choix de société qu'elles impliquent. Sans devenir partisane, et fidèle en cela à son histoire de revue engagée, *Esprit* ne s'interdira pas d'y prendre parti : prendre parti pour un débat public informé par les savoirs et les pensées critiques, d'abord, mais aussi pour une discussion démocratique dont personne n'est exclu *a priori* ; la revue se voudra aussi impliquée aux côtés de celles et ceux qui, parmi les plus vulnérables, risquent de subir en premier lieu les effets de politiques qui

méconnaissent leurs droits et leurs conditions d'existence, en lien avec les associations et organisations de la société civile qui portent leur voix. Quand, à travers le monde, des dirigeants sans morale aggravent les inégalités et précipitent des conflits meurtriers, et qu'en France, un parti susceptible d'accéder au pouvoir continue de nier la réalité et l'ampleur du réchauffement climatique, nous ne saurions rester neutres.

Esprit